

PROGRAMME JOURNEES DE L'ECONOMIE

Attention :
Programme en cours de réalisation, ce document est actualisé régulièrement

Séance d'ouverture Jeco 2020

Présentation :

Informations pratiques :

Horaire : Mardi 17 novembre - 10h00 - 11h00

Lieu : Bourse du Travail, 205 place Guichard, 69003 Lyon

Accès : Métro B arrêt Place Guichard Bus C13 – C14 arrêt Saxe–Préfecture Tram T1
arrêt Palais de Justice - Mairie du 3e

Voir le monde autrement

Philippe Aghion

Professeur au Collège de France, Chaire «Institutions, Innovation, et Croissance»

Abhijit Banerjee

Professeur au Massachusetts Institute of Technology (MIT) et prix Nobel d'économie 2019

Laurence Boone

Chef économiste et Chef du Département des affaires économiques de l'OCDE

Esther Duflo

Professeur d'économie au Massachusetts Institute of Technology (MIT) et prix Nobel d'économie 2019

Joel Mokyr

Professeur d'économie à la Northwestern University

Présentation :

Informations pratiques :

Horaire : Mardi 17 novembre - 11h00 - 13h00

Lieu : Bourse du Travail, 205 place Guichard, 69003 Lyon

Accès : Métro B arrêt Place Guichard Bus C13 – C14 arrêt Saxe–Préfecture Tram T1
arrêt Palais de Justice - Mairie du 3e

La pandémie a-t-elle vraiment changé nos modes de vie ?

Sébastien de Lafond

PDG de Meilleurs Agents

Marie-Rachel Jacob

Professeur Associé en Management Stratégique et RH, EM Lyon

Florine Martin

Chargée d'études, UNEDIC

Marie Claire Villeval

Directrice de Recherche CNRS, GATE

Présentation :

La pandémie de COVID-19 et les mesures de confinement auxquelles elle a donné lieu ont bouleversé drastiquement nos modes de vie et de travail pendant plusieurs mois,

avant de déboucher sur une crise économique et sociale majeure. Certains ont pu découvrir à cette occasion de nouveaux modes d'organisation du travail, d'autres ont perdu leur emploi et doivent se reconvertir. Avec le développement du télétravail, la demande immobilière peut se réorienter vers des biens plus éloignés des centres urbains et les attentes vis-à-vis d'un emploi ou d'un salarié se modifient. Au-delà des déclarations d'intention de changement, quelle est la profondeur des transformations en cours et quels nouveaux problèmes posent-elles?

Lors de cette session seront évoqués les changements de la demande sur le marché immobilier, les transformations des attentes des demandeurs d'emploi et des recruteurs, ainsi que les nouveaux enjeux pour l'organisation du travail en termes de coopération entre les salariés. Enfin, seront présentés les résultats d'études expérimentales sur l'impact du confinement sur la confiance et l'individualisme.

Informations pratiques :

Horaire :Mardi 17 novembre - 15h00 - 16h30

Lieu : Salle 3, ,

Accès :

Dettes : qui va payer ?

Agnès Bénassy-Quéré

chef économiste de la direction générale du Trésor

Jézabel Couppey-Soubeyran

maîtresse de conférences en sciences économiques, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et conseillère éditoriale au CEPII

Daniel Karyotis

Directeur Général de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes

Didier Marteau

Professeur Émérite, ESCP Europe

Xavier Ragot

Président de l'OFCE, Directeur de recherches CNRS

Modérateur : Antoine Reverchon

Le Monde

Présentation :

La quasi-totalité des Etats de la planète ont dû augmenter vertigineusement leurs dépenses pour faire face à la pandémie, mais aussi pour soutenir et relancer leur économie. La dépense publique aurait atteint au premier semestre 20% du produit intérieur brut mondial, un record historique en temps de paix. Pour certains économistes, cette dette colossale crée une incertitude majeure sur la capacité future des Etats à la rembourser et peut entraîner d'importants bouleversements ; pour d'autres, elle reste soutenable à condition de changer le cadre de pensée et les outils de la théorie économique classique, devenus inappropriés face à la situation actuelle.

Informations pratiques :

Horaire :Mardi 17 novembre - 15h00 - 16h30

Lieu : Bourse du Travail, 205 place Guichard, 69003 Lyon

Accès : Métro B arrêt Place Guichard Bus C13 – C14 arrêt Saxe–Préfecture Tram T1 arrêt Palais de Justice - Mairie du 3e

Comment les chercheurs expliquent le progrès ?

Laurence Fontaine

Directrice de recherche, CNRS

Joel Mokyr

Professeur d'économie à la Northwestern University

Eric Monnet

Economiste à la Banque de France et enseignant associé à l'École d'Économie de Paris

et l'EHESS

Présentation :

Informations pratiques :

Horaire :Mardi 17 novembre - 15h00 - 16h30

Lieu : En ligne, ,

Accès :

Green Deal, seule voie de relance européenne ?

Vincent Charlet

Fabrique de l'industrie

Edouard Sauvage

Directeur Général de GRDF

Xavier Timbeau

Directeur principal de l'OFCE

Natacha Valla

Doyenne de l'École du management et de l'innovation de Sciences Po

Présentation :

Informations pratiques :

Horaire :Mardi 17 novembre - 15h00 - 16h30

Lieu : salle 2, ,

Accès :

Développement et francophonie : vers une réconciliation ?

Rabah Arezki

Vice-Président et économiste en chef, Banque Africaine de Développement

Simone Bertoli

Professeur de sciences économiques, CERDI-UCA-CNRS

Céline Carrère

Professeure d'économie internationale, Faculté d'économie et management (GSEM) ainsi qu'au Global Studies Institute (GSI), Université de Genève de l'UNIGE

Présentation :

Informations pratiques :

Horaire :Mardi 17 novembre - 17h00 - 18h30

Lieu : En ligne, ,

Accès :

Mesure et perception de l'inflation (Entretiens AFSE)

Président : **Olivier Garnier**

Directeur Général des statistiques, des études et de l'international, Banque de France

Raphaëlle Bertholon

Secrétaire Nationale CFE-CGC à l'Économie, Industrie, Numérique et Logement

Emmanuel Combe

Vice-Président de l'Autorité de la concurrence

Jean-Luc Tavernier

Directeur général de l'Insee

Présentation :

Mesurer l'inflation, c'est construire un indice des prix représentatif des dépenses de consommation des ménages. C'est un pari toujours renouvelé car les prix individuels et la structure de la consommation des ménages bougent constamment, y compris désormais à cause des techniques d'individualisation des tarifications. La mesure des prix et de leur évolution peut par ailleurs s'éloigner du ressenti par les ménages car la perception par chacun de l'évolution des prix est très dépendante de ses habitudes d'achats, de son lieu de vie ou de l'évolution de son pouvoir d'achat. La contestation de la mesure des prix est donc aussi ancienne que la construction des indices, depuis la construction du premier indice en 1913 par la Statistique Générale de la France –l'ancêtre de l'INSEE.

Prenant également appui sur le débat sur les dépenses contraintes – ou à l'inverse sur les dépenses « empêchées » du fait de la crise sanitaire -, les participants à la conférence « Mesure et perception de l'inflation » discuteront les défis de mesurer des prix dans une économie où la digitalisation modifie en profondeur les modes de consommation.

Informations pratiques :

Horaire :Mardi 17 novembre - 17h00 - 18h30

Lieu : Salle 3, ,

Accès :

Le progrès dans l'histoire de la pensée économique, de Smith à Keynes

Laurie Bréban

Maîtresse de conférences en sciences économiques, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Clément Coste

enseignant-chercheur à Triangle, Sciences Po Lyon

Pierre-Noël Giraud

Professeur d'économie à Mines ParisTech et à Paris Dauphine

Virginie Gouverneur

enseignante-chercheuse au BETA, Université de Haute-Alsace

Présentation :

Laurie Bréban (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, PHARE) : « Progrès et bonheur, d'Adam Smith à l'économie du bonheur »

Cette communication se propose de revenir sur les liens entre progrès et bonheur, du point de vue de l'histoire de la pensée économique. Dans les années 1970, le "Paradoxe d'Easterlin" remet en question l'idée, largement acceptée par les économistes, depuis la révolution marginaliste, d'une influence positive de la croissance économique sur le bonheur. Cependant, un tel questionnement était déjà à l'œuvre pendant les Lumières et, en particulier, dans les écrits d'Adam Smith. Il s'agira de montrer comment ces écrits, bien qu'anciens, peuvent encore alimenter la réflexion autour du "Paradoxe d'Easterlin", en économie du bonheur.

Clément Coste (Sciences Po Lyon, Triangle) : « Le progrès dans les utopies saint-simoniennes et socialistes au 19e siècle français »

Face à la croissance paradoxale de l'industrie et du paupérisme, les socialistes associationnistes des décennies 1830-1840 proposent une alternative normative au fatalisme de l'économie politique. L'harmonie sociale ne pouvant être créée spontanément, il s'agit pour eux de proposer des voies d'accès qui vérifient le double impératif d'efficacité économique et de justice sociale. Contre les conceptions libérales de la propriété et de la liberté, le progrès repose sur l'élargissement de la notion de propriété.

Virginie Gouverneur (Université de Haute-Alsace, BETA) : « John Stuart Mill ou l'égalité des sexes comme moteur du progrès »

John Stuart Mill a développé une conception du progrès qui intègre une tendance de la société vers l'égalité parfaite des hommes et des femmes. Si les fondements de sa théorie sont avant tout de nature philosophique, il mobilise également les outils et

concepts de l'analyse économique pour justifier sa position. Son approche novatrice reste néanmoins marquée par une vision ambivalente des rôles de genre.

Pierre-Noël Giraud (CERNA, Mines ParisTech) : « Progrès et temps libre chez Keynes »

Dans une célèbre conférence de 1930, « Perspectives économiques pour nos petits enfants », Keynes affirme qu'en 2030, l'humanité pourrait ne travailler que trois heures par jour en satisfaisant abondamment ses besoins essentiels, mais il s'inquiétait aussitôt de ce que nous saurions faire du temps ainsi libéré. En 2020, nous n'en sommes pas là. Qu'avons-nous fait du temps que le progrès technique nous a donné au cours du dernier siècle? Quelle conception du « progrès » avons-nous effectivement pratiquée ? En quoi et pourquoi fut elle-différente de celle que Keynes, grand bourgeois libéral de Bloomsbury nous proposait en 1930 : augmenter le temps libre pour le consacrer à la culture?

Informations pratiques :

Horaire :Mardi 17 novembre - 17h00 - 18h30

Lieu : salle 2, ,

Accès :

Les économistes face à la prochaine pandémie

Président : **Paul Seabright**

Professeur à la Toulouse School of Economics et Directeur de l'Institut d'Etudes Avancées de Toulouse (IAST)

Philippe Aghion

Professeur au Collège de France, Chaire «Institutions, Innovation, et Croissance»

Mathias Dewatripont

Béatrice Weder di Mauro

Présidente, CEPR

Présentation :

Informations pratiques :

Horaire :Mardi 17 novembre - 17h00 - 18h30

Lieu : Bourse du Travail, 205 place Guichard, 69003 Lyon

Accès : Métro B arrêt Place Guichard Bus C13 – C14 arrêt Saxe–Préfecture Tram T1

arrêt Palais de Justice - Mairie du 3e

Industrie, services : un couple à réinventer

Michèle Debonneuil

Inspecteur général des Finances

Pierre Veltz

Présentation :

Les technologies des siècles passés ont façonné une économie qui produit et distingue très nettement deux types de produits, les biens et les services. D'un côté des biens productifs base d'une économie forte, de l'autre des services improductifs qui ne peuvent soutenir la croissance. Dans ce cadre, la réduction de la part de l'industrie comme peau de chagrin inquiète et appelle la mise en place de politiques de reconquête.

Cette conférence propose de montrer que cette vision des choses n'est plus adaptée. Les technologies numériques perturbent profondément cette représentation qui doit être repensée et complexifiée.

On commencera par proposer une vision de cette révolution puis on fera intervenir des entreprises ayant choisi de la mettre en œuvre. On montrera combien ce changement de rôle des biens et des services dans la façon de satisfaire les besoins est fondamentale, non seulement pour penser le renouveau des activités des entreprises industrielles et de services, mais aussi pour concevoir les très nouvelles chaînes de production qui permettront d'en organiser la production.

Informations pratiques :

Horaire :Mercredi 18 novembre - 09h00 - 10h30

Lieu : Salle 3, ,

Accès :

Crise sanitaire : qu'avons-nous appris ?

Jérôme Creel

Directeur du département des études de l'OFCE/Sciences Po

Bruno Crépon

Professeur de sciences économiques, ENSAE

Yann Kervinio

Directeur adjoint du pôle de formation à l'action publique, École des Ponts ParisTech

Présentation :

Informations pratiques :

Horaire :Mercredi 18 novembre - 09h00 - 10h30

Lieu : Bourse du Travail, 205 place Guichard, 69003 Lyon

Accès : Métro B arrêt Place Guichard Bus C13 – C14 arrêt Saxe–Préfecture Tram T1 arrêt Palais de Justice - Mairie du 3e

Comment les institutions façonnent le développement ?

François Bourguignon

chaire émérite à Paris School of Economics

Jean-Philippe Platteau

Professeur d'Economie à l'Université de Namur et à l'Université d'Oxford

Thierry Verdier

Directeur scientifique de PSE

Présentation :

Informations pratiques :

Horaire :Mercredi 18 novembre - 09h00 - 10h30

Lieu : En ligne, ,

Accès :

Google en sait-il plus que l'INSEE (AFSE)

Jean-Luc Tavernier

Directeur général de l'Insee

Modérateur : Jean-Marc Vittori

Les Echos

Présentation :

Les évolutions technologiques entraînent une inflation des traces numériques des activités humaines, dans des champs de plus en plus étendus. Les volumes de données

enregistrées par les entreprises, notamment les GAFAM, sont considérables. Ces données présentent deux attraits : leur disponibilité rapide et leur homogénéité, au moins apparente, d'un pays à l'autre. On a vu le succès de Google Mobility pour mesurer la désaffection des consommateurs pour les centres commerciaux au cours de la crise sanitaire par exemple.

La statistique publique s'est organisée dans un contexte historique où seule la puissance publique disposait de la capacité à collecter de l'information à l'échelle d'une nation. La révolution numérique vient défier cette prérogative.

La statistique publique, Insee en tête, peut et doit naturellement tirer avantage des opportunités nouvelles qui s'ouvrent. Elle a commencé à le faire, avec un effort et un discernement accrus depuis l'émergence de la pandémie pour suivre l'ampleur des chocs en temps réel.

Mais les missions de la statistique publique ne se réduisent pas à cela ; elle reste et restera incontournable dès lors qu'il s'agit de rendre compte de phénomènes économiques et sociaux complexes, de mesurer l'activité économique ou de la distribution des revenus dans un cadre cohérent, de produire de l'information représentative de l'ensemble de la population française ou encore d'éclairer le débat public.

Remise des prix AFSE 2020 sous la présidence de Jean-Luc Tavernier (Président sortant de l'AFSE) :

Prix de Thèse 2020, Présidente du jury Antonia Lopez
Prix du livre de l'AFSE, Présidente du jury Annie-Lou Cot

Informations pratiques :

Horaire : Mercredi 18 novembre - 09h00 - 10h30

Lieu : salle 2, ,

Accès :

Comment rénover la démocratie électorale ?

Antoinette Baujard

Professeure de Sciences Economiques à l'Université Jean Monnet de Saint-Etienne et directrice adjointe du GATE Lyon Saint-Etienne

Marie-Anne Cohendet

Professeure de droit constitutionnel et de droit de l'environnement, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

Jérôme Lang

Directeur de recherche

Cédric Villani

Député de l'Essone

Présentation :

Le Sénat Italien a changé de mode de scrutin en 2017 ; le Royaume-Uni a failli le faire en 2011, le président de la République française a promis qu'une réforme de l'élection de l'Assemblée Nationale aurait lieu avant 2022 ; le parti La République en Marche a adopté le « jugement majoritaire » il y a quelques mois ; la ville de Fargo au Dakota du Nord a adopté le vote par approbation en 2018 ; la ville de Grenoble a adapté en 2017 le mode de scrutin associé à la procédure d'allocation des budgets participatifs de ses quartiers.

Ces choix reposent des débats relatifs à la frustration des électeurs faisant face au dilemme entre vote d'expression et vote utile, ou sur l'arbitrage entre l'importance de la représentation et celle d'avoir une majorité forte, sur les impacts propres à chaque mode de scrutin. Avec un autre mode de scrutin, les problèmes de représentativité seraient-ils résolus ? Serions-nous plus enclins et plus heureux d'aller voter ? Les résultats seraient-ils différents ? Par un regard croisé des sciences économiques, informatiques, juridiques, politiques, de militants et de personnalités politiques, cette session invite à imaginer des méthodes de vote alternatives, comparer leurs effets et se donner les moyens de bien les choisir.

Cette session ne vise pas à traiter de démocratie délibérative mais à discuter des

modalités du renouveau de la démocratie électorale.

Informations pratiques :

Horaire :Mercredi 18 novembre - 11h00 - 12h30

Lieu : En ligne, ,

Accès :

La rationalité limitée depuis Herbert Simon (AFEP)

Michael Assous

Professeur de sciences économiques, Université Lumière Lyon 2

Olivier Favereau

Professeur de sciences économiques Université de Paris Ouest-Nanterre La Défense

André Orléan

Directeur de Recherches Émérite au CNRS

Hélène Tordjman

Maître de conférences (HDR) à la faculté d'économie de l'Université Paris Sorbonne Paris-Nord

Présentation :

Le principe de rationalité, incarné par la figure bien connue de l'homo œconomicus, est au cœur de la science économique. Cette rationalité parfaite a fait l'objet de nombreuses critiques, tout particulièrement de la part des économistes dits hétérodoxes. Il s'agit dans cette session d'explorer certaines de ces critiques et d'examiner les voies alternatives qu'elles proposent. En commençant, à tout seigneur tout honneur, par Herbert Simon (1916-2001) : Michael Assous présentera les différentes voies de recherche poursuivies par cet économiste au cours de ses sept années passées à la Commission Cowles de 1947 à 1954, recherches qui débouchèrent sur son concept novateur de rationalité limitée. Puis nous entendrons Olivier Favereau qui nous fera connaître le point de vue de l'économie des conventions. Ce courant théorique s'est efforcé de prolonger la démarche de Simon en étendant la rationalité limitée de Simon pour y inclure trois dimensions essentielles : l'apprentissage, la créativité et l'interprétation. Ensuite nous en viendrons aux critiques que la théorie standard elle-même adresse depuis quelques années à l'homo œconomicus, par le biais de l'économie comportementale, dans la lignée des travaux séminaux du psychologue Daniel Kahneman. André Orléan en étudiera les présupposés et les limites. Pour finir, nous entendrons Hélène Tordjman qui montrera que la crise écologique, par son ampleur, subvertit en profondeur la rationalité économique la plus traditionnelle. C'est tout particulièrement l'utilisation des prix qui sera questionnée : dans quelle mesure demeurent-ils un instrument adéquat pour mettre fin aux destructions environnementales ou pour inciter les entreprises à émettre moins de CO2 ?

Informations pratiques :

Horaire :Mercredi 18 novembre - 11h00 - 12h30

Lieu : salle 2, ,

Accès :

Relance verte et territoires

Président : **Isabelle Laudier**

Responsable de l'Institut CDC pour la Recherche, Caisse des Dépôts

Philippe Lambert

Directeur Régional Banque des Territoires Auvergne-Rhône-Alpes

Caroline Mini

La Fabrique de l'Industrie

Présentation :

Informations pratiques :

Horaire :Mercredi 18 novembre - 11h00 - 12h30

Lieu : Salle 3 ,

Accès :

Europe : le grand saut fédéraliste ?

Agnès Bénassy-Quéré

chef économiste de la direction générale du Trésor

Sylvie Goulard

Second Sous-gouverneur, Banque de France

Georges Papaconstantinou

Professeur à L'Institut universitaire européen, School of Transnational Governance

Francesco Saraceno

Directeur adjoint - département des Etudes, OFCE

Jean-Pierre Vidal

Premier conseiller économique, Cabinet de Charles Michel, Conseil européen

Présentation :

La crise de Covid-19 a provoqué des politiques de prévention inédites, comme le confinement complet de la population, qui ont considérablement pesé sur l'activité économique. Si les réactions nationales de politique économique en Europe ont été rapides, elles n'ont pas eu, partout, la même ampleur. Malgré la suspension (temporaire) des limites aux dettes et aux déficits publics en Europe, certains pays européens n'ont pas disposé de marges de manœuvre et d'infrastructures suffisantes pour faire face à la crise.

La réaction collective européenne était donc cruciale. Elle est arrivée en plusieurs étapes. La Banque centrale européenne a été la plus agile et la plus réactive, étendant dès la mi-mars 2020 ses programmes d'aides aux banques et aux Etats. Les Etats européens, eux, ont d'abord élaboré un programme de prêts à court terme d'aide aux Etats les plus touchés par la crise sanitaire. Il n'a cependant commencé d'être mobilisé qu'à la mi-juin 2020. Quelques semaines plus tôt, la Commission a préconisé la création d'un Fonds de relance à plus long terme prévoyant des transferts budgétaires financés par une émission de dette commune européenne, une première depuis 45 ans. Ce Fonds de relance, s'il voit le jour, témoignera-t-il d'un changement radical dans l'intégration européenne : la solidarité européenne l'emportera-t-elle sur la discipline budgétaire ? Suffira-t-il à recréer une communauté de destins entre les Etats membres ? Au-delà de leurs possibles avantages à court terme, quels risques feront peser l'ensemble de ces politiques expansionnistes sur nos revenus, notre épargne et notre avenir ? Telles sont quelques-unes des questions sur lesquelles s'exprimeront les panelistes.

Informations pratiques :

Horaire :Mercredi 18 novembre - 11h00 - 12h30

Lieu : Bourse du Travail, 205 place Guichard, 69003 Lyon

Accès : Métro B arrêt Place Guichard Bus C13 – C14 arrêt Saxe–Préfecture Tram T1 arrêt Palais de Justice - Mairie du 3e

Vers un monde moins mobile ?

Jean Coldefy

Expert des questions de mobilité et conseiller du président de Transdev

Yves Crozet

Professeur émérite Sciences Po Lyon ; Laboratoire Aménagement Économie Transports

Cécile Maisonneuve

Présidente de la fabrique de la Cité

Présentation :

Au printemps 2020, le monde est passé brutalement de la mobilité à l'immobilité. Les distances franchies quotidiennement par chacun d'entre nous sont passées d'une

moyenne de 40 à 50 km par jour à quelques centaines de mètres et la marche à pied est devenue le seul mode de transport. Avec le déconfinement, les trafics reprennent mais ils restent très inférieurs à ce qu'ils étaient, notamment pour les transports collectifs (train, avion, métro, bus...) alors que les modes individuels, notamment les modes actifs connaissent une forte croissance. Une reprise forte de la voiture est aussi annoncée. C'est dans ce contexte que la convention citoyenne pour le climat a rendu ses propositions visant à atteindre l'objectif d'une réduction de 40% des émissions d'ici 2030. Les propositions sont fortement axées sur de la réglementation et des investissements et incitations financières publics. Le grand impensé de la CCC est le financement. Après les élections municipales 17 villes prévoient de déployer la gratuité des transports publics, alors que paradoxalement la crise du covid le fait plonger dans une crise financière profonde. Comment se répartissent sur les territoires les émissions carbone des mobilités ? Quelles seraient alors les bonnes stratégies territoriales pour atteindre les objectifs de baisse des émissions ? Les conséquences de la crise du COVID vont-elles conduire à un mouvement de « dé-mobilité » ou au contraire à une reprise de la voiture ? Le télé-travail va-t-il impacter les mobilités et les formes urbaines et conduire vers plus de frugalité permettant de réduire l'empreinte carbone des mobilités urbaines ? Comment financer les solutions alternatives à la voiture ? Quel système d'opportunités et de contraintes mettre en place ? Qui seront les perdants et les gagnants ? Comment compenser pour les plus fragiles ?

Informations pratiques :

Horaire :Mercredi 18 novembre - 12h30 - 14h00

Lieu : En ligne, ,

Accès :

Atelier DGESCO : Travailler, échanger, apprendre à l'ère du numérique (manifestation off)

Tanguy Dufournet

ATER en sociologie, Cérep (Centre d'Etudes et de Recherches sur les Emplois et les Professionnalisations) Université de Reims Champagne-Ardenne

Pierre Mercklé

Professeur des Universités en sociologie, Laboratoire Pacte, Université Grenoble Alpes

Djaouidah Sehili

Professeure des Universités en sociologie, Cérep (Centre d'Etudes et de Recherches sur les Emplois et les Professionnalisations) Université de Reims Champagne-Ardenne

Modérateur : Anne Châteauneuf-Malclès

SES ENS

Présentation :

S'inscrire à cet atelier.

Le numérique a envahi notre vie quotidienne. Il transforme en profondeur nos manières de consommer, de travailler, de nous divertir, de nous informer, d'interagir avec les autres ou de nouer des relations sociales. La période singulière de confinement que nous avons vécu en 2020, conséquence de la crise sanitaire, a été particulièrement révélatrice de la place essentielle qu'occupent désormais les outils numériques dans l'organisation de nos sociétés, puisqu'ils ont permis à nombre d'entre nous de maintenir une activité professionnelle grâce au télétravail, de rompre avec l'isolement en restant en contact régulier avec sa famille et ses amis, de poursuivre un enseignement à distance, etc. Mais ce contexte a également mis au jour de fortes disparités dans les équipements, les usages des outils numériques et les conditions de mise en œuvre du travail, professionnel ou scolaire, à domicile.

L'atelier abordera plusieurs dimensions de cette « révolution numérique » :

- les bouleversements de l'organisation du travail et du rapport au travail, mais aussi de la vie sociale et des usages de l'habitat, lorsque le travail devient nomade et s'invite dans notre intimité grâce à l'emploi des nouvelles technologies.

- la transformation des formes de sociabilité, liée à l'explosion des réseaux sociaux en ligne, et ses effets sur le lien social et les solidarités.

- un focus sera proposé sur les usages numériques des jeunes générations, nées avec le digital, très investies dans les pratiques communicationnelles, communautaires et récréatives en ligne, mais pas forcément égales en matière de culture de l'information ou de réception d'un enseignement à distance.

Les intervenant.e-s s'appuieront notamment sur les résultats d'enquêtes en ligne réalisées pendant la période du confinement pour nous éclairer, grâce au regard des sciences sociales, sur les enjeux du télétravail, les nouvelles formes de sociabilité à distance et les conditions d'apprentissage dans un contexte d'enseignement en ligne et de distanciation pédagogique.

Cet atelier pédagogique s'adresse aux professeur.e-s de sciences économiques et sociales, d'économie-gestion et d'histoire-géographie. Il est proposé par le site de ressources en sciences économiques et sociales SES-ENS (DGESCO/ENS de Lyon) et l'Inspection pédagogique régionale de l'Académie de Lyon, en partenariat avec la DGESCO-Ministère de l'Éducation nationale.

Modalités d'inscription sur la page Jéco 2020 : classes et enseignants.

Informations pratiques :

Horaire :Mercredi 18 novembre - 13h30 - 15h30

Lieu : INSEEC Amphi 4, 25 Rue de l'Université, 69007 Lyon

Accès : Tram T1 arrêt Rue de l'Université

Les entreprises peuvent-elles être responsables ?

Manuela Borella

Vice President Plant Based Acceleration, Danone

Didier Bruno

Membre du Directoire de la Caisse d'Épargne Rhône Alpes

Aurélie Piet

Economiste, Think tank BSI Economics

Amélie Roux

Chef économiste chez Saint Gobain

Claire Waysand

Directrice générale par intérim, Engie

Modérateur : Jean-Marc Vittori

Les Echos

Présentation :

Il y a un demi-siècle, l'économiste Milton Friedman proclamait que «la responsabilité sociale des entreprises est d'accroître leurs profits». Mais en prospérant, le capitalisme d'actionnaires a débouché sur des crises financières, sociales, environnementales qui finiront par devenir insupportables. En France, la loi a récemment ouvert la possibilité aux entreprises d'inscrire dans leurs statuts une raison d'être, voire une mission qui peut être sociale ou environnementale. D'autres pays, y compris les États-Unis, vont dans la même direction. Les entreprises peuvent-elles être vraiment pilotées différemment ? Doivent-elles avoir une responsabilité illimitée, sur quoi et devant qui ? Leur efficacité n'est-elle pas menacée ?

Informations pratiques :

Horaire :Mercredi 18 novembre - 14h00 - 15h30

Lieu : Salle 3, ,

Accès :

Quel impact des robots sur l'emploi ?

Céline Antonin

Economiste senior à l'OFCE (Sciences Po) et chercheur associé au Collège de France

Gilbert Cette

Adjoint au Directeur général des Études et de Relations internationales à la Banque de France et professeur associé à l'Université d'Aix-Marseille

Eric Hazan

Directeur Associé Senior (Senior Partner), McKinsey & Company

Xavier Jaravel

Claire Lelarge

Professeur de Sciences Economiques, Université Paris-Saclay

Présentation :

En 2019, environ 2,7 millions de robots industriels étaient en service dans le monde, soit deux fois plus qu'en 2013. Si nombre d'observateurs redoutent un remplacement des salariés par les machines et une explosion du chômage, d'autres y voient des gains de productivité considérables permettant la création d'emplois nouveaux. Cette révolution technologique donne lieu à de nombreux questionnements : les études disponibles confirment-elles les craintes ? Quels sont les emplois les plus menacés ? Comment accompagner les salariés ? Taxer les robots, est-ce une bonne idée pour préserver l'emploi ? Autant d'enjeux que les chercheurs et experts du domaine tenteront de décrypter lors de cette conférence.

Informations pratiques :

Horaire :Mercredi 18 novembre - 14h00 - 15h30

Lieu : En ligne, ,

Accès :

Les outils de la transition environnementale

Pierre-Henri Grenier

Directeur Exécutif Banque de la Transition Energétique, Banques Populaires

Roger Guesnerie

Professeur émérite au Collège de France et Président d'honneur de l'Ecole d'économie de Paris

Katheline Schubert

Professeur d'économie, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Présentation :

Parmi les outils de la transition environnementale il faut distinguer les outils technologiques nécessaires à ladite transition – dans le cas climatique, électricité et moyens de transport décarbonés – et les outils économiques censés susciter la création et l'adoption des innovations technologiques – réglementations, marché de permis, taxes et/ou subventions.

La conférence portera un regard croisé sur ces deux dimensions, tout en tout en mettant exergue les débats récents sur les outils économiques, débats récents associés, pour prendre deux exemples récents en France, au mouvement des gilets jaunes, et aux travaux de la Convention Citoyenne. Quelle place faut-il donner aux incitations marchandes, dont la taxe carbone chère aux économistes est l'exemple emblématique, et comment faut-il les combiner ? comment faut-il associer une société civile, désireuse de faire avancer la transition, au choix du chemin ?

Voilà des questions dont l'actualité est évidente au moment se prépare la mise en place d'un plan de relance post-Covid19, qui pourrait être une formidable opportunité pour la transition écologique.

Informations pratiques :

Horaire :Mercredi 18 novembre - 14h00 - 15h30

Lieu : Bourse du Travail, 205 place Guichard, 69003 Lyon

Accès : Métro B arrêt Place Guichard Bus C13 – C14 arrêt Saxe–Préfecture Tram T1 arrêt Palais de Justice - Mairie du 3e

Pandémies, climat, biodiversité, urbanisation, inégalités : la somme de toutes les crises

Alain Grandjean

Président de la Fondation Nicolas Hulot

Catherine Larrère

Professeure de philosophie émérite, Paris I - Panthéon Sorbonne

Thierry Pech

Directeur Général de Terra Nova

Modérateur : Serge Marti

Ancien rédacteur-en-chef économique au Monde

Présentation :

Le Covid-19 qui a contaminé la planète entière et entraîné l'effondrement de l'économie mondiale n'est pas seulement un problème médical ou sanitaire. Ces maladies infectieuses qui se transmettent de l'animal à l'homme résultent du bouleversement aggravé des écosystèmes. Quand la biodiversité s'effondre (les populations de vertébrés ont chuté de 68% en 50 ans) et que la déforestation s'accélère, au même titre que les cultures extensives, c'est l'équilibre naturel du vivant qui est bousculé.

Au plan climatique, sécheresses, pluies torrentielles et inondations aggravent les conditions de vie et les épidémies. Climat et santé font désormais cause commune. Ainsi, la fonte accélérée de la calotte glaciaire comporte-t-elle le danger de libérer des germes de maladies infectieuses oubliées. Par ailleurs, le fait que 70% de la population mondiale vive en ville – ou en bidonville – contribue aussi à l'accélération de la propagation des maladies sur ces espaces trop densifiés.. Enfin, cette tragédie sanitaire, économique et sociale est aussi le miroir grossissant des inégalités du monde d'avant en matière d'accès aux ressources, notamment à l'eau, et aux soins mais aussi à la technologie. Il y a des urgences mais pas d'exclusivité. C'est à la somme de toutes ces crises que doivent s'adresser gouvernements, acteurs économiques et société civile.

Informations pratiques :

Horaire :Mercredi 18 novembre - 14h00 - 15h30

Lieu : salle 2, ,

Accès :

Le travail au XXIème siècle

Thomas Breda

Professeur associé à l'Ecole d'Economie de Paris et chargé de recherche au CNRS

Laura Khoury

Postdoctoral Researcher, Centre for Experimental Research on Fairness, Inequality and Rationality (FAIR), Norwegian School of Economics

Présentation :

Informations pratiques :

Horaire :Mercredi 18 novembre - 16h00 - 17h30

Lieu : salle 2, ,

Accès :

Quel salaire minimum au XXIème siècle ?

Philippe Askenazy

Directeur de recherche au CNRS

Gerhard Bosch

Sociologue

Gilbert Cette

Adjoint au Directeur général des Études et de Relations internationales à la Banque de

France et professeur associé à l'Université d'Aix-Marseille

Jérôme Gautié

Professeur de sciences économiques, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Modérateur : Fanny Guinochet

France Info

Présentation :

Créé en 1970 et se substituant alors au SMIG (Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti) le SMIC (salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance) a cette année fêté son 50ème anniversaire. La conférence s'efforcera de faire à cette occasion un bilan du SMIC, le comparant en particulier au salaire minimum allemand récemment créé (en 2015). Le SMIC est, de tous les salaires minimum existants parmi les pays de l'OCDE, celui dont la revalorisation est la plus contrainte par des dispositions légales. Ce choix est-il favorable à la protection des travailleurs, à la croissance et à l'emploi ? Le SMIC répond-t-il aux attentes exprimées au moment de sa création il y a 50 ans ? Serait-il souhaitable de le réformer pour en rapprocher le fonctionnement de celui des salaires minimum des autres pays développés ? Au-delà, de nombreux travailleurs indépendants (dont les travailleurs 'ubérisés' des plateformes) connaissent de fortes subordinations économiques sans bénéficier de la protection d'un revenu minimum. Faut-il, et si oui comment, les faire bénéficier d'une protection équivalente à la protection salariale apportée aux salariés par le SMIC ? Autrement dit, quel pourrait être le salaire/revenu minimum du XXIème siècle, conciliant au mieux la protection du travailleur et l'efficacité économique ?

Informations pratiques :

Horaire :Mercredi 18 novembre - 16h00 - 17h30

Lieu : Bourse du Travail, 205 place Guichard, 69003 Lyon

Accès : Métro B arrêt Place Guichard Bus C13 – C14 arrêt Saxe–Préfecture Tram T1 arrêt Palais de Justice - Mairie du 3e

L'innovation en santé, au défi de la réglementation

Président : **Lise Roचाix**

Professeur en Sciences économique, Paris 1 Panthéon-Sorbonne, affiliée à PSE et responsable scientifique de la chaire 'Hospinnomics' en économie de la santé de PSE

Marc Bardou

Hépatogastroentérologue, et pharmacologue médical, CHU Dijon

Pierre-Yves Geoffard

Directeur de recherche CNRS

Stanislas Lyonnet

Directeur de l'Institut Imagine et Professeur de Génétique, Faculté de Médecine de l'Université de Paris

James Robinson

Leonard D. Schaeffer Professor of Health Economics and Director of the Berkeley Center for Health Technology (BCHT), University of California at Berkeley

Sandy Tubeuf

Professeur en économie de la santé, Université Catholique de Louvain

Présentation :

L'objectif de cette session est de débattre des enjeux de l'accompagnement de l'innovation en santé. Deux situations particulières sont retenues pour illustrer le propos. La première a trait à l'insuffisance de financement de la recherche du fait de la petite taille des populations concernées : il s'agit ici de l'exemple emblématique des médicaments orphelins pour lesquels un changement profond de réglementation Européenne a été effectué en 2000. La deuxième, plus récente, aborde la question de l'accès rapide aux médicaments ou aux vaccins en situation d'urgence, voire de pandémie, comme envisagé pour le COVID 19. Quels enseignements peut-on tirer de ces deux exemples en matière d'accès à l'innovation ?

Informations pratiques :

Horaire :Mercredi 18 novembre - 16h00 - 17h30

Lieu : En ligne, ,
Accès :

L'animation de l'écosystème start-up - grandes entreprises

Violaine Bellin

Directrice stratégie et transformation des Banques Populaires

Modérateur : Jean-Marc Vittori

Les Echos

Présentation :

Informations pratiques :

Horaire :Mercredi 18 novembre - 16h00 - 17h30

Lieu : Salle 3, ,

Accès :

Faut-il choisir entre solidarité et efficacité ?

Patrick Artus

Chef économiste de Natixis et membre du Comité Exécutif, Professeur-associé d'économie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Philippe Barret

Directeur Général, Groupe APICIL

Antoine Bozio

Directeur de l'Institut des politiques publiques (IPP), EHESS, PSE,

Martin Hirsch

Directeur Général de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris

Elise Huillery

Professeure de sciences économiques, Université Paris-Dauphine

Jean-Luc Tavernier

Directeur général de l'Insee

Présentation :

La solidarité dans un pays signifie que la protection sociale est de bonne qualité, que les politiques redistributives sont de grande taille, que la pauvreté est peu présente. La question de la solidarité va être renforcée par l'apparition des coûts liés à la transition énergétique. Le choix d'une solidarité forte conduit-il à une perte d'efficacité économique ? Cela peut être le cas si la solidarité conduit à une pression fiscale forte qui affaiblit l'emploi et l'investissement, au découragement de l'innovation ou de l'effort puisque la pression fiscale élevée, la taxation des patrimoines peuvent freiner les créations d'entreprises.

Informations pratiques :

Horaire :Mercredi 18 novembre - 18h00 - 20h00

Lieu : Bourse du Travail, 205 place Guichard, 69003 Lyon

Accès : Métro B arrêt Place Guichard Bus C13 – C14 arrêt Saxe–Préfecture Tram T1 arrêt Palais de Justice - Mairie du 3e

Nouvelles approches des comportements financiers : les contributions de la neuroéconomie (manifestation off)

Présentation :

Informations pratiques :

Horaire : Mercredi 18 novembre - 18h00 - 20h00

Lieu : iaelyon - Univ. Jean Moulin - Auditorium Malraux, 16 rue du Professeur Rollet, 69008 Lyon

Accès : Métro D arrêt Sans-Souci » Tram T4 arrêt Manufacture des tabacs

Plus d'équité et de "vert" dans nos assiettes

Présentation :**Informations pratiques :**

Horaire : Jeudi 19 novembre - 09h00 - 10h30

Lieu : salle 2, ,

Accès :

La mondialisation fragile : quelles leçons de la pandémie ?

Sébastien Jean

Directeur du CEPII

Isabelle Méjean

Professeure de Sciences Economiques, Ecole Polytechnique

Dominique Plihon

Professeur de Sciences Economiques, Université Paris XIII

Présentation :

La crise du Covid-19 a secoué la planète dans son ensemble. La menace sanitaire s'est répandue à une vitesse sans précédent, tandis que les mesures de confinement prises pour l'endiguer ont paralysé temporairement la plupart des appareils productifs, plongeant l'économie mondiale dans une crise économique d'une gravité exceptionnelle et jetant une lumière crue sur ses fragilités. Quelles leçons faut-il en tirer, à la fois pour l'Europe et pour l'organisation des relations économiques internationales ? Quels objectifs faut-il mettre en avant, sur le plan environnemental, économique, stratégique ? Quels voies et moyens faut-il privilégier pour réformer les institutions internationales, le cas échéant, et les pratiques européennes ?

Informations pratiques :

Horaire : Jeudi 19 novembre - 09h00 - 10h30

Lieu : Bourse du Travail, 205 place Guichard, 69003 Lyon

Accès : Métro B arrêt Place Guichard Bus C13 – C14 arrêt Saxe–Préfecture Tram T1 arrêt Palais de Justice - Mairie du 3e

Les statistiques au défi de la crise

Lorraine Aeberhardt

Chef de la division synthèse générale des comptes- Département des comptes Nationaux, INSEE

Didier Blanchet

Directeur des études et synthèses économiques à l'INSEE

Sarah Fleche

Maître de conférences en sciences économiques, Aix-Marseille School of Economics

Marc Fleurbaey

Directeur de recherche CNRS, Paris School of Economics

Xavier Timbeau

Directeur principal de l'OFCE

Présentation :

La demande de chiffres a été très forte tout au long de la crise, dans un contexte où leur production a été plus complexe qu'à l'accoutumée. Comment ces chiffres ont-ils continué à être fournis et ont-ils bien rendu compte de ce dont il fallait rendre compte ? Ces questions concernent à la fois le matériau de base à partir duquel travaillent les statisticiens, et les produits finaux qui en dérivent. Doivent-ils délaisser les sources de données traditionnelles au profit des données non conventionnelles que la crise a conduit à expérimenter de manière plus systématique ? Et la crise offre-t-elle de nouveaux arguments pour mettre en cause des indicateurs usuels de suivi de l'économie, tout particulièrement ceux que produit la comptabilité nationale ? La sortie de crise et la recherche d'un nouveau régime de croissance donnent-ils de nouvelles raisons de vouloir changer de baromètre ? Allons-nous avoir besoin de moins ou au contraire de davantage de comptabilité nationale, combinée à davantage d'indicateurs alternatifs ?

Informations pratiques :

Horaire : Jeudi 19 novembre - 09h00 - 10h30

Lieu : En ligne , ,

Accès :

Mesure-t-on bien l'inégalité des patrimoines ?

Thomas Blanchet

Coordinateur World Inequality Lab, Paris School of Economics

François Bourguignon

chaire émérite à Paris School of Economics

Teresa Munzi

Director of Operations, LIS (Luxembourg)

Frank Sedillot

Banque de France

Présentation :

Informations pratiques :

Horaire : Jeudi 19 novembre - 09h00 - 10h30

Lieu : Salle 3, ,

Accès :

Vers un grand conflit intergénérationnel

Patrick Artus

Chef économiste de Natixis et membre du Comité Exécutif, Professeur-associé d'économie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Didier Blanchet

Directeur des études et synthèses économiques à l'INSEE

Hippolyte D'Albis

professeur à l'École d'économie de Paris et directeur de recherche au CNRS

Alain Denizot

Président du directoire Caisse d'épargne Rhône Alpes

Anne Lavigne

Responsable des études au Conseil d'orientation des retraites

Selma Mahfouz

Directrice de la DARES du Ministère du Travail

Présentation :

Les pays de l'OCDE peuvent être confrontés dans le futur à un grand conflit intergénérationnel, entre les « jeunes » et les « vieux » partant de multiples causes : le poids des dépenses de retraites, qui générera une charge fiscale jugée excessive par les jeunes ; le climat, les jeunes voulant une transition énergétique rapide, les vieux voulant conserver leur mode de vie antérieur gourmand en énergies fossiles ; les prix des actifs, que les politiques monétaires expansionnistes poussent à la hausse, ce qui est favorable

aux vieux, propriétaires d'actifs, et défavorable aux jeunes ; l'emploi, la flexibilité du marché du travail étant reportée sur les jeunes, au bénéfice des vieux.

Informations pratiques :

Horaire : Jeudi 19 novembre - 11h00 - 12h30

Lieu : Bourse du Travail, 205 place Guichard, 69003 Lyon

Accès : Métro B arrêt Place Guichard Bus C13 – C14 arrêt Saxe–Préfecture Tram T1 arrêt Palais de Justice - Mairie du 3e

Monnaie digitale, le nouveau graal ?

Président : **Marc-Olivier Strauss-Kahn**

Directeur général honoraire, Banque de France

Maya Atig

Directrice générale, Fédération des banques française

Nathalie Aulfavre

Directrice générale de la Stabilité financière et des Opérations, Banque de France

Benoît Coeuré

Chef du pôle d'innovation et membre du comité de direction de la Banque des règlements internationaux (BRI)

Joëlle Toledano

Professeure émérite en Sciences Économiques, associée à la Chaire «Gouvernance et Régulation» de l'Université Paris-Dauphine

Présentation :

Même si la quantité émise de billets est toujours en hausse, en zone euro comme en France, les débats font flores sur la monnaie digitale. A la différence des crypto-actifs, comme le Bitcoin dont la valeur est purement spéculative, les "stable coins" (ancrés sur des monnaies souveraines existantes, comme le projet Libra2) ou les Monnaies Digitales de Banque Centrale (MDBC) font l'objet d'un nombre croissant de conférences. Les MDBC peuvent ne concerner que les échanges interbancaire (monnaie centrale ou « wholesale ») ou le public (« retail »). Pour autant, ces débats sont parfois perçus comme trop techniques ou, au contraire, superficiels. Un panel de régulateurs, de praticiens, d'académiques, etc. nous aidera à traiter entre autres des questions suivantes concernant les MDBC : Quelle définition ? Quels besoins ? Quels risques ? Quel horizon ? Quelles conditions/modalités ?

Informations pratiques :

Horaire : Jeudi 19 novembre - 11h00 - 12h30

Lieu : En ligne, ,

Accès :

Immobilier d'entreprise et résidentiel et télétravail

Vincent Aussilloux

Directeur du Département économie de France Stratégie

Jean-Charles Bricongne

économiste-chercheur et adjoint au Directeur de l'Économie

Béatrice Guedj

Economiste, Swiss Life

Présentation :

Informations pratiques :

Horaire : Jeudi 19 novembre - 11h00 - 12h30

Lieu : salle 2, ,

Accès :

Faut-il démanteler les GAFA ?

Renaud Bellais

Conseiller des relations institutionnelles, MBDA et Think Tank BSI Economics

Matthieu Hug

Président, TILKAL

Catherine Lubochinsky

Professeur de sciences économiques, Université Paris II

Joëlle Toledano

Professeur émérite en Sciences Économiques, associée à la Chaire «Gouvernance et Régulation» de l'Université Paris-Dauphine

Présentation :

Les GAFA (Google, Apple, Facebook et Amazon ou Alphabet, sa maison-mère), auxquels on peut ajouter le 'M' de Microsoft, sont perçus comme les nouveaux Maitres du Monde. Sans même parler de leurs concurrents chinois, les géants américains de la Tech font l'objet de toutes les attentions et de toutes les peurs. Plus généralement, c'est bien la souveraineté numérique, nationale ou européenne, qui paraît en jeu. Un titre alternatif pour cette conférence aurait certes pu débiter par "Peut-on" au lieu de "Faut-il" ; mais établir s'il est souhaitable de démanteler les GAFA précède bien la question de la possibilité de le faire. D'autres pistes consisteraient notamment à mieux les réguler et/ou taxer.

Informations pratiques :

Horaire : Jeudi 19 novembre - 12h30 - 14h00

Lieu : En ligne, ,

Accès :

Souveraineté industrielle européenne à quel prix ?

Elie Cohen

Directeur de recherche CNRS

Lionel Fontagné

Professeur

Sarah Guillou

Directrice adjointe à l'OFCE

Jean Pisani-Ferry

Professeur à la Hertie school of governance de Berlin et professeur associé à Sciences-Po

Présentation :

La France avec la pandémie du covid 19 s'est réveillée démunie en masques de protection en produits anesthésiants et en réactifs pour tests

Alors qu'on aurait pu s'interroger sur les défaillances de l'état en matière de gestion des risques sanitaires le débat a rapidement porté sur la désindustrialisation et les délocalisations liées à la mondialisation

Des lors un mot d'ordre s'est imposé dans le débat public relocalisation

Dans un contexte marqué de plus par le protectionnisme américain et le colbertisme chinois la question de la souveraineté industrielle a pris corps au niveau européen

La question se pose des lors de savoir si on va assister à une régionalisation des chaînes de valeur et si dans certains secteurs critiques la puissance publique peut inciter à des relocalisations

Informations pratiques :

Horaire : Jeudi 19 novembre - 14h00 - 15h30

Lieu : Bourse du Travail, 205 place Guichard, 69003 Lyon
Accès : Métro B arrêt Place Guichard Bus C13 – C14 arrêt Saxe–Préfecture Tram T1
arrêt Palais de Justice - Mairie du 3e

L'entreprise comme bien commun privé ? (manifestation off)

Alain Anquetil

Professeur, essca école de management

Virgile Chassagnon

Professeur de sciences économiques, laboratoire Creg, Université Grenoble Alpes

Présentation :

Cette séance sera une discussion sur les questions de RSE, bien commun et de la loi pacte. L'enjeu de cette discussion sera de comprendre le cadre institutionnel et juridique qui permet à la fois de créer de la valeur économique et de favoriser l'intérêt général. Pour cela, les intervenants vont discuter des mutations de l'entreprise vers un bien commun privé.

Inscription par mail : jeco2020@essca.fr

Informations pratiques :

Horaire : Jeudi 19 novembre - 14h00 - 15h30

Lieu : ESSCA School of Management Amphi 001, 4, Pont Pasteur, 69007 Lyon

Accès : TramT2 arrêt Halle Tony Garnier

PME-ETI : Infrastructures et territoires

Présentation :

Informations pratiques :

Horaire : Jeudi 19 novembre - 14h00 - 15h30

Lieu : salle 2, ,

Accès :

La finance survivra-t-elle aux nouveaux risques ?

Président : **Marc-Olivier Strauss-Kahn**

Directeur général honoraire, Banque de France

Emmanuelle Assouan

Adjointe au Directeur Général de la stabilité financière et des opérations, Banque de France

Anthony Benhamou

Maître de conférences à Sciences Po

Alexis Garatti

Directeur des Recherches Macroéconomiques et Sectorielles, Euler Hermes et Allianz

Arthur Jurus

Chef économiste Landolt & Cie SA et think tank BSI Economics

Laurence Scialom

Professeure des Universités en sciences économiques, Université Paris Nanterre

Présentation :

Les risques pour la Finance, renouvelés ou nouveaux, ne manquent pas, à court terme comme à long-terme. Les pistes de solution non plus, mais sont-elles compatibles ? De plus, à la différence de la crise de 2008 où la finance était partie du problème, elle doit être aujourd'hui partie de la solution. Les panélistes, qu'ils soient praticiens ou enseignants évoqueront toute une liste de sujets dont voici quelques exemples ... classés ci-après de A à Z (sans couvrir cependant tout l'alphabet) : Addiction aux

banques centrales & Anti-blanchiment, Bulles & Business model à revoir, Climat & Cyber-attaques, Digitalisation & Déconnexion du réel, Endettement, Faillites, GAFA & Géopolitique, ... Zombies.

Informations pratiques :

Horaire :Jeudi 19 novembre - 14h00 - 15h30

Lieu : En ligne, ,

Accès :

Une société démocratique à reconstruire

Julia Cagé

Professeure d'Economie à Sciences Po Paris

Pierre Rosanvallon

Professeur émérite au Collège de France

François Villeroy de Galhau

Gouverneur de la Banque de France et membre du Conseil de la BCE

Présentation :

Informations pratiques :

Horaire :Jeudi 19 novembre - 16h00 - 18h00

Lieu : Bourse du Travail, 205 place Guichard, 69003 Lyon

Accès : Métro B arrêt Place Guichard Bus C13 – C14 arrêt Saxe–Préfecture Tram T1 arrêt Palais de Justice - Mairie du 3e